

Voie professionnelle 630 000 jeunes et leurs enseignants dans le brouillard

Depuis la mi-mars 2022 et la présentation de son programme présidentiel, il est clair qu'Emmanuel Macron veut s'attaquer au lycée professionnel. Grand spécialiste de l'enfumage, il distille au gré du calendrier qu'il a choisi les contours d'une réforme qui reste volontairement floue. De quoi angoisser les acteurs de terrain que sont les PLP, lesquels ont cependant bien compris à la lecture de la lettre récemment envoyée par le Président aux enseignants que la réforme serait de grande ampleur puisqu'il y parle de « **révolution copernicienne** ».

Le projet présidentiel a été un peu précisé par Carole Grandjean - ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnelle symboliquement placée sous la double tutelle des ministres de l'éducation nationale et du Travail – qui a déclaré que **l'avenir sera dans le tout apprentissage**. Une affirmation dans la parfaite continuité du souhait d'Emmanuel Macron que la voie pro fonctionne davantage en partenariat avec l'apprentissage et qui confirme les propos des conseillers présidentiels dans lesquels ils déclaraient que « *l'un de nos objectifs est d'établir des passerelles entre les deux voies, afin de faire du cousu main pour que le jeune réussisse. On peut par exemple concevoir qu'un élève commence son parcours en lycée et le poursuive, au bout d'un certain temps, dans un centre de formation d'apprentis.* »

L'objectif de Macron est donc de développer fortement l'apprentissage en lycée professionnel, une offre qui concerne actuellement environ 60 000 lycéens, soit 10% des élèves de la voie pro. Plus qu'un simple changement, c'est une **véritable révolution** des lycées professionnels qui se prépare. Pour ceux qui en doutaient, elle été confirmée le 13 septembre au lycée Eric Tabarly des Sables d'Olonne par le Président lui-même. Partant du double constat que trop d'élèves de la voie pro peinent à s'insérer dans le monde du travail une fois leur diplôme obtenu et que bien peu poursuivent des études post-bac (en oubliant au passage de dire que c'est souvent par manque de places en BTS), il a affirmé qu'il fallait en finir avec l'orientation subie, mieux insérer les lycéens professionnels et améliorer les poursuites d'études.

Des aspirations a priori louables, mais qu'il convient de regarder de près. Pour en finir avec l'orientation choisie, il propose une meilleure orientation grâce à la découverte des métiers par la création de « **demi-journées avenir** » dès la classe de 5^{ème}. L'idée étant de mettre les collégiens au contact des entreprises, il s'agirait de temps de découverte des métiers, des savoirs et des filières, organisés avec une périodicité qui n'est pas encore précisément fixée. Cette nouvelle orientation devrait se faire par une concertation locale entre éducation nationale, élus locaux et entreprises locales. **Pour Action & Démocratie, cette proposition a du sens et n'est pas à balayer d'un revers de la main, à condition cependant qu'elle ne débouche pas sur des orientations précoces dont la dimension sociale ne saurait être passée sous silence.**

Pour favoriser l'insertion dans le monde du travail des lycéens professionnels, Macron **veut doubler le nombre de semaines de stage**. Une décision qui s'appliquerait dès la rentrée 2023, sans que l'on sache aujourd'hui si elle concernerait uniquement les élèves de Terminale ou aussi ceux de 1^{ère}. Avec, cerise sur le gâteau pour les élèves, une **rémunération des stages** selon un montant qui reste à préciser, mais dont on commence à entendre dire qu'il pourrait être de 200 euros par mois pour un mineur et de 500 pour un majeur.

Cette double modification, qui rapprocherait considérablement la voie professionnelle de l'apprentissage, pourrait certes aider à lutter contre le décrochage scolaire mais Pour autant, Action & Démocratie n'y est pas favorable parce qu'elle renforcerait la présence de l'entreprise dans les établissements et ferait encore perdre aux élèves de la voie pro entre 288 heures et 352 heures de cours d'enseignements généraux en fonction du nombre de semaines effectives, soit quasiment l'équivalent d'une année scolaire. **Or, ce n'est pas de moins de cours généraux dont nos élèves ont besoin, mais de plus de cours généraux afin de sécuriser leur parcours scolaire et leur avenir professionnel** et enfin adapter la carte des formations aux métiers en tension et aux besoins des territoires et des bassins d'emploi avec en toile de fond la menace de fermetures des filières où l'insertion est difficile.

Enfin, pour améliorer les poursuites d'études, le Président Macron propose d'imaginer « *une meilleure organisation du temps d'apprentissage scolaire* ». Comment ? Il ne le précise pas, mais ce pourrait être **en séquençant les stages** afin que les élèves ne soient pas tous en entreprise en même temps. Cela permettrait alors de dédoubler les classes dans les enseignements généraux et théoriques, notamment en français et en mathématiques, ce qui créerait des conditions plus favorables à l'acquisition des connaissances par les élèves dont beaucoup, hélas, sont en difficulté scolaire Mais cela se fait sans compter avec le nécessaire suivi des

élèves en entreprises qui conduit dans ce cas à gonfler les obligations de service des professeurs.

Ce pourrait être aussi en mettant en place des CAP en 3 ans ou en développant des formations complémentaires d'initiative locale en un an au niveau du bac pro. Si c'est bien de cela dont il s'agit, Action & Démocratie soutiendra cette nouvelle organisation des enseignements. Mais **s'il devait s'agir de renforcer la co-intervention, d'introduire une flexibilité aboutissant à une annualisation du temps de travail ou encore de mettre en place des solutions locales cassant le cadre national, nous nous y opposerons fermement** Un exemple illustre le secteur tertiaire avec son bac GA réformé affiche des résultats qui ne sont pas à la hauteur des attentes.

Action & Démocratie est très attaché aux spécificités du lycée professionnel et au caractère national des règles qui s'y appliquent. Nous n'accepterons jamais que la carte des formations soit décidée localement en fonction des seuls besoins immédiats des entreprises du secteur et du Conseil national de la refondation lancé le 8 septembre. Nous refuserons toujours la fin des diplômes nationaux qui assignerait à résidence les élèves de la voie pro. Notre opposition à toute remise en cause du statut des PLP pour l'aligner sur celui des personnels des centres d'apprentissage restera sans faille.

Ce n'est pas de dérèglementation basée sur des concertations locales dont la voie pro a besoin, mais d'un investissement massif de l'Etat afin de faire passer les lycées professionnels - qui ont perdu près de 10.000 élèves en 10 ans - du statut de voie de relégation à celui de lieux d'excellence. Ce n'est pas non plus d'une modification des PFMP, aujourd'hui bien suffisantes pour approcher convenablement le milieu professionnel, dont la voie pro a besoin, mais d'un **meilleur accueil des élèves en 3^{ème} prépa pro dont les capacités sont aujourd'hui honteusement sous-dimensionnées.** On parle de conforter les diplômés mais on réduit de façon drastique les enseignements fondamentaux et les postes de professeurs. On généralise l'alternance mais les entreprises signent peu de contrats avant le BTS et le taux d'abandon en CAP est très important. La voie pro mérite mieux que de devenir le laboratoire de la libéralisation de l'Ecole, Action & Démocratie y veillera !